



La Sécurité Énergétique : pour qui, pour quoi ?

Le concept de sécurité énergétique occupe une place grandissante dans le débat public et est régulièrement invoqué par les décideurs pour justifier un projet ou une politique (par exemple, l'exploitation des gaz et pétrole de schiste).

Pourtant, l'origine socio-historique, les différentes significations et les implications pour la politique énergétique mondiale de ce concept sont peu connues.

Cette note de synthèse¹ propose un examen critique de la rhétorique qui s'est construite autour de ce concept, en révélant les conflits qu'il suscite, ainsi que les intérêts économiques que son emploi actuel cache volontairement. Cette note tente aussi de donner des bases claires sur lesquelles construire des politiques énergétiques démocratiques et durables pour l'avenir. Sur ces bases, une transition pourrait s'opérer qui permettrait de se détacher de notre dépendance physique et psychologique/mentale aux énergies fossiles, et de prendre des mesures efficaces pour lutter contre les dérèglements climatiques.

Cette note met en évidence la manière dont les réserves en énergie sont utilisées pour faire du profit ou pour servir des intérêts politiques, et comment le souci d'améliorer l'efficacité énergétique a été remplacé par la volonté d'augmenter sans fin l'offre et la demande. Le concept abstrait d'énergie, tel qu'utilisé par les gouvernements et les entreprises privées, sert à maintenir l'économie de marché capitaliste et le pouvoir politique. C'est une source de conflit et une cause d'appauvrissement, dont les

effets sont avant tout subis par les personnes les plus vulnérables de la société. La précarité énergétique continue d'augmenter, à cause de la priorité donnée à la protection et au financement d'entreprises commerciales sur les droits et besoins de l'individu.

La réalité, derrière les politiques de sécurité énergétique actuelles, est une augmentation de l'insécurité et des inégalités qui doit être réparée de manière urgente.

Le problème de l'« Énergie »

Définir la nature de l'énergie est problématique ; les sources d'énergie et leurs usages sont très divers. De plus, les concepts d'énergie sont inextricablement liés aux régimes politiques, sociaux et technologiques dans lesquels ils sont intégrés. Par exemple, l'exploitation du charbon ne peut être comprise qu'en lien avec son rôle essentiel dans le phénomène de mécanisation et de développement du capitalisme pendant la Révolution industrielle et de même, le pétrole qu'en lien avec le rôle qu'il a joué dans l'avènement de l'ère d'accumulation qui a suivi, sous l'hégémonie des États-Unis. Les répercussions sociologiques provoquées par de telles avancées technologiques, et la manière dont les régimes politiques en profitent, font qu'aucun changement ne pourra être obtenu par la simple découverte d'une nouvelle énergie plus verte. Nous devons donc radicalement changer nos modes de vie et repenser ce qui est essentiel à notre bien-être.

Notre dépendance actuelle à l'énergie – associée à une compréhension incomplète de ce que signifie

1. Cette note est la synthèse du rapport « Energy Security: for whom? For what? », coordonné par The Corner House et publié par la coalition CounterBalance en 2010.

la « sécurité énergétique » –, est instrumentalisée par les politiciens qui jouent sur notre peur que « les lumières viennent à s'éteindre ». Cette peur est utilisée pour justifier les investissements destinés à développer de nouvelles sources d'énergie et augmenter la production, et s'appuie sur l'hypothèse que la demande en énergie va continuer de croître, et ce, en dépit du fait que les prédictions alarmistes en la matière ont été en grande partie réfutées. En 1970, la plupart des experts en énergie aux Etats-Unis prévoyaient que la capacité de génération des installations atteindrait environ 2 100 gigawatts en l'an 2000. La production n'atteignit finalement même pas 40 % de ces prévisions, mais cela convenait aux politiciens et aux entreprises dans leur volonté de perpétuer le mythe d'une possible pénurie en énergie qui nous guetterait.

« Notre dépendance actuelle à l'énergie est instrumentalisée par les politiciens qui jouent sur notre peur que " les lumières viennent à s'éteindre ". »

La production et l'utilisation de l'énergie peuvent sembler simples et rationnelles, mais la nature abstraite du mot « énergie » cache souvent un parti pris antidémocratique et politique qui rend l'apparence de neutralité du terme dangereuse. L'énergie est actuellement considérée comme une ressource malthusienne, condamnée à être perpétuellement dévorée par une humanité vorace, et qui doit de ce fait être sans cesse accrue et renouvelée. Nous avons là un concept de l'énergie lié à une certaine idée du développement humain, qui ne remet pas en question l'accumulation ni la croissance. Peu de personnes considèrent qu'il soit possible de réduire les besoins en énergie ou même que cela soit souhaitable. La violence liée à l'« accaparement » de l'énergie, lorsque les États tentent de s'assurer les droits d'accès et d'exploitation de ces ressources, est attribuée à la soi-disant pénurie potentielle, alors que la violence à l'origine de cette pénurie est cachée.

Le concept d'Énergie avec une majuscule, par opposition à l'énergie de subsistance des régimes des biens communs, a été volontairement et soigneusement construit. Avant l'ère des énergies fossiles, les « énergies » avec une minuscule,



Crédit : Friends of the Earth

Réunion d'information organisée par les Amis de la Terre en Ouganda en 2013, dans le cadre du conflit qui oppose les communautés à l'entreprise propriétaire d'une immense plantation de pin dans la Kikonda Forest. L'entreprise vend les crédits carbone à des entreprises comme Coca-Cola.

étaient utilisées pour survivre, pour cuisiner, se chauffer, et seule l'énergie nécessaire pour accomplir une tâche était consommée. L'accès à l'énergie et son utilisation sous un régime des biens d'usage commun sont gérés au niveau local, de façon égalitaire et démocratique. Les besoins de la communauté passent avant les désirs des individus. De nos jours, de tels régimes incluent par exemple le patrimoine des zones maritimes côtières, les systèmes d'irrigation, les forêts ainsi que de nombreux espaces urbains. Avant l'avènement des énergies fossiles, les besoins en énergie étaient propres à des activités particulières et limités par des contraintes saisonnières et géographiques. L'utilisation et le contrôle des sources d'énergie se faisaient au niveau humain et de façon concrète. Le pouvoir de contrôler les sources d'énergie, de la part de monopoles individuels, était limité.

Le concept abstrait d'Énergie

Le concept abstrait d'Énergie que nous utilisons aujourd'hui a été créé lors du passage historique d'une société essentiellement agraire à une société industrialisée capitaliste, alimentée par les énergies fossiles. L'accès à des réserves d'énergie qui avaient été fossilisées durant des millions d'années, permettaient aux élites émergentes de ne plus être soumises à des contraintes saisonnières, temporelles ou géographiques. La mécanisation qui fut ainsi rendue possible par cette nouvelle ère industrielle – et qui en retour la renforçait –, rendait les sources d'énergie interchangeables. Ainsi, l'énergie abstraite pouvait être évaluée uniquement par rapport à son prix. Une énergie devenue disponible et libérée des contraintes physiques de temps et de lieu, permit aussi aux producteurs d'énergie d'accroître leur productivité, en concentrant dans de grandes usines urbaines, à la fois les moyens de production ainsi qu'une main d'œuvre toujours moins qualifiée, ce qui provoqua une migration générale des campagnes vers les villes. Une tendance que n'a fait qu'encourager la mise en place des systèmes de transport alimentés par les énergies fossiles et conçus pour soutenir le développement de nouvelles sources d'énergie et de nouvelles méthodes de production. L'avènement de la production de masse et la généralisation du travail salarié dans les industries alimentées par les énergies fossiles a entraîné pauvreté, insécurité et pollution.

Inévitablement, la production de masse a aussi provoqué la consommation de masse, qui par voie de conséquence, nécessitait qu'une énergie

bon marché soit disponible afin de faciliter l'achat de voitures et de biens électriques. Dans ce cercle vicieux de l'offre et de la demande, la production stimulait la consommation qui de son côté poussait la production, renforçant ainsi la croyance qu'une croissance économique infinie était possible. Les gens devinrent dépendants d'un certain style de vie, et ce qui fut longtemps considéré comme un luxe devenait un besoin. Le secteur commercial réalisa très vite que la vraie question en ce qui le concernait était : « Combien d'argent pouvons-nous gagner ? ». L'Énergie n'avait plus pour but de satisfaire les besoins de base, mais était un moyen d'accroître la production et les gains financiers. Le système des énergies fossiles est conçu pour générer de l'argent, pas pour être efficace. Dans le système alimentaire mondial, par exemple, l'énergie fossile utilisée pour transformer, emballer, stocker, transporter et commercialiser la nourriture dépasse largement l'énergie d'abord utilisée pour la produire ou l'énergie qu'elle contient. De plus, dans les pays industrialisés, la moitié de la nourriture disponible est gaspillée chaque jour, précisément parce que l'Énergie moderne n'est pas là pour nous permettre de survivre, mais pour augmenter les marges de profit.

Cette obsession de l'Énergie pour la croissance et l'accumulation menace les droits fondamentaux des individus à l'accès à l'énergie – en minuscule – nécessaire pour survivre. L'Énergie est destinée à ceux qui peuvent la payer et contribuer aux profits. Les agrocarburants sont un cas typique. La mise en culture de plantes industrielles pour alimenter en carburant les voitures et les avions accapare souvent des terres utilisées traditionnellement pour l'agriculture de subsistance. Les populations locales n'ont plus les moyens ni de produire leur propre énergie ni de payer pour une énergie provenant d'une autre source. Pour les producteurs de l'Énergie abstraite mondiale, l'énergie locale produite sous les régimes des biens d'usage commun n'est qu'un obstacle à l'expansion du capitalisme. En outre, le mépris pour les droits humains n'a d'égal que le mépris pour l'environnement.

Au lieu d'accepter le concept d'Énergie encouragé par un capitalisme qui repose sur les énergies fossiles, nous devons, lors de l'élaboration de futures politiques énergétiques, penser à redéfinir ce que nous entendons par énergie et changer la structure de base de notre jugement afin de créer un monde qui soit plus égalitaire.

Le monde engendré par « l'Énergie »

Le concept de « sécurité énergétique » a provoqué une vague d'atteintes au système des biens énergétiques d'usage collectif (« commons »), qui provoque de nouvelles pénuries et insécurités, lorsque les personnes sont privées d'énergie, de nourriture, d'eau et d'autres biens vitaux.

En fait, la « sécurité énergétique » ne se préoccupe que de sécuriser l'approvisionnement immédiat en énergie. C'est un concept basé sur une vision particulièrement court-termiste qui ne tient pas compte des conséquences à long terme. En se concentrant sur la manière dont l'énergie est fournie, on évite de poser les questions du pourquoi et de qui en profite. Les processus d'approvisionnement en énergie sont inextricablement mêlés aux réseaux mondiaux de pouvoir et à tout un système de relations politiques et économiques. Il n'est pas dans l'intérêt de ceux qui profitent de l'énergie de réfléchir au-delà des infrastructures alimentées par les énergies fossiles. Leur but est de créer de nouvelles sources d'énergie au lieu de satisfaire les besoins de base de tous. La destruction des biens d'usage commun et les privatisations ont permis de contrôler les sources d'énergie et d'augmenter ainsi les profits qui en découlent. L'environnement est devenu une ressource économique et la gestion locale a été reprise par de grandes organisations politiques et industrielles.

Cette obsession pour l'approvisionnement en énergie est sous-tendue d'une part par les politiques de pénurie qui craignent que la demande ne dépasse l'offre, et d'autre part par les politiques d'abondance qui promettent que l'offre dépassera la demande. La croissance de la demande est considérée comme une évolution naturelle de la société, alors que cette demande a été stimulée volontairement et artificiellement. Dans l'industrie du transport par exemple, l'érosion continue des systèmes de transports publics et le développement préférentiel de banlieues éloignées et d'autoroutes ont rendu les personnes encore plus dépendantes des systèmes de transports individuels. De plus, une idée fautive a été propagée quant à l'origine de la demande mondiale. La Chine, l'Inde et le Sud en général sont souvent cités comme causes de la demande énergétique croissante et donc d'une potentielle pénurie, alors que, même si la demande dans le Sud augmente, la consommation est encore bien plus élevée dans le Nord.

Le concept d'abondance (ou plutôt d'accumulation) qui domine dans les sociétés industrialisées d'aujourd'hui, considère que la croissance économique est inévitable et souhaitable. On voit ainsi se mettre en place une « économie de la croissance pour la croissance » qui ne peut dépasser le cadre étroit d'une société fondée sur les énergies fossiles. On prétend pallier des changements climatiques que provoquent les combustibles fossiles en bricolant de pseudo-solutions comme les marchés carbone et la



Exploitation de sables bitumineux en Alberta (Canada).

Crédit : tarnished Earth, the co-operative

technique – toujours au stade théorique – de capture et séquestration du carbone. Au lieu de trouver un moyen de réduire notre dépendance aux énergies fossiles, ces rustines tentent de rendre durable, le non-durable. Il a été démontré que même l'accroissement de l'efficacité énergétique ne faisait qu'augmenter la consommation d'énergie. La croyance que le capitalisme consumériste et la durabilité écologique sont compatibles et interdépendants est devenue hégémonique : les stratégies les mieux à même pour atteindre la durabilité sont prétendument l'innovation technique, les instruments du marché et une gestion parfaite. Plutôt que de croire en une croissance et des besoins illimités, il est essentiel de déterminer quels besoins et quelles envies ne peuvent et ne doivent pas être satisfaits. Plutôt que d'accepter que notre société soit régie par les principes de l'économie néo-classique, poussant éternellement à l'accumulation, nous devons revenir aux principes d'une vie basée sur les biens d'usage commun, tout en cherchant à garantir à chacun un sentiment de « satiété », notion actuellement expérimentée par de nombreux collectifs humains.

La crainte qu'il ne faille sécuriser des sources d'énergie limitées avant que des fournisseurs d'énergie rivaux ne puissent s'en emparer, va de pair avec la crainte que l'on ne puisse se fier à certains de ces fournisseurs, comme la Russie notamment qui ferma les robinets à l'Ukraine durant quelques jours en 2006 et certains riches pays pétroliers jugés hostiles à l'Ouest, comme le Venezuela et l'Iran. Cela a conduit à une lutte féroce pour s'emparer des ressources énergétiques et les contrôler, avec pour résultat, une nouvelle série d'attaques contre les biens d'usage commun, qui non seulement exacerbent les pénuries énergétiques actuelles, mais en créent de nouvelles. La situation se complique encore du fait que la gestion des ressources et des approvisionnements énergétiques s'enchevêtre dans un tissu de relations politiques instables. Il est par exemple irrationnel que la Commission européenne soutienne l'ambitieux et coûteux projet de gazoduc Nabucco (reliant l'Iran à l'Europe centrale), alors que Gazprom et l'italien ENI soutiennent en partenariat le gazoduc rival, South Stream (reliant la Russie à l'Europe occidentale). On peut penser que l'objectif réel n'est pas la sécurité énergétique, mais la sécurisation des alliances politiques.

Les projets d'énergie renouvelables sont tout autant motivés par la quête du pouvoir et des profits, et sont souvent néfastes pour les

communautés locales. Le projet de la Commission européenne, Desertec (un réseau de centrales solaires et éoliennes dans le Sahara), nécessitera des volumes industriels d'eau, privant ainsi les populations locales de cette eau pour leurs besoins quotidiens. De même, le développement des agrocarburants, comme les palmiers à huile ou les eucalyptus dans le Sud, se fait largement aux dépens des populations locales. Un rapport d'Oxfam estime qu'une surface de la taille de l'Europe de l'Ouest, destinée en grande partie aux agrocarburants, a déjà été vendue ou donnée en bail à des firmes internationales. Il s'agit souvent de terres utilisées traditionnellement par des communautés locales qui sont déplacées, se retrouvent sans moyens pour satisfaire leur subsistance et sont ainsi condamnées à la pauvreté, la malnutrition et au dénuement. L'apparition des marchés carbone et la possibilité de compenser les émissions en gagnant des crédits carbone (grâce aux programmes de Réduction des émissions dues à ladéforestation et à la dégradation, REDD et REDD+) ont également favorisé l'accaparement des terres à travers l'Afrique, l'Asie et les Amériques du Sud et Centrale. Une fois encore, cela s'est terminé pour les populations locales, par des conflits, des déportations et des spoliations.

**« L'énergie n'est là
que pour ceux qui peuvent
payer le plein tarif du
marché. »**

Dans tous ces exemples de démantèlement des biens d'usage commun – la terre étant accaparée par des milieux d'affaires et politiques internationaux –, les communautés locales souffrent non seulement de la perte de leurs moyens de subsistance, mais l'accès à l'énergie leur est également limité ou, pire, refusé. L'énergie n'est là que pour ceux qui peuvent payer le plein tarif du marché. Actuellement, sa vraie valeur ne repose pas sur l'approvisionnement, mais sur sa valeur marchande, en tant que matière première, sur les « marchés ouverts » internationaux. Peu importe d'où vient le pétrole et où il va, tant qu'il y a une accumulation continue de pétrole que l'on peut commercialiser. La plus grande inquiétude concerne la pénurie d'accès à cette « action d'accumulation » globale. Les compagnies poursuivent une double stratégie de compétition et de coopération entre elles, afin d'obtenir la plus grosse part du gâteau. Les craintes exprimées à propos des intérêts russes, chinois ou d'autres intérêts hostiles à l'Ouest qui menacent l'approvisionnement, cachent l'enjeu réel qui est

de savoir qui va profiter de l'exploitation et de la commercialisation du pétrole.

Les compagnies pétrolières ont mis au point, dans les cas où elles ne peuvent seules, avoir accès aux ressources et les contrôler, des ententes de partage de la production. En théorie, ces ententes complexes partagent le pétrole « bénéficiaire » (celui qui reste après que tous les coûts aient été payés) entre les intérêts nationaux et la compagnie internationale qui a investi expertise et argent dans l'opération. Dans la pratique, l'utilisation d'habiles techniques de comptabilité permet aux compagnies internationales de se garantir d'énormes profits. De plus, elles font retomber les risques sur l'Etat, alors même qu'elles s'appuient sur des règlements internationaux pour se protéger d'éventuelles pertes dues à des changements de gouvernement ou de législation. En fait, l'application d'une telle entente s'apparente à du colonialisme contractuel, assurant un contrôle presque complet sur les réserves de gaz et de pétrole d'un pays, tout en supplantant les lois nationales et les obligations internationales vis-à-vis des Droits humains ou de l'environnement.

Les attaques contre les biens d'usage commun visent la marchandisation et la privatisation des terres, la transmission des droits de propriété collectifs au privé et la marchandisation de la force

de travail. Le but réel de nombreux programmes conçus pour apporter l'électricité à 1,3 milliard de personnes actuellement sans accès au réseau, est la croissance des marchés, de la productivité, des investissements et des subventions, et donc finalement des profits.

Financiarisation et transition

Déterminée par les marchés, l'approche néolibérale de l'énergie et des changements climatiques ne fait que renforcer l'exclusion énergétique, alors que, parallèlement, la financiarisation de l'énergie et de la lutte contre les changements climatiques engendre des pénuries d'énergie et retarde toute action efficace. Le transfert du contrôle des politiques énergétiques, des gouvernements vers les marchés, n'a entraîné ni une baisse des prix ni une réduction des émissions de carbone. Pourtant, les dirigeants politiques et industriels continuent d'affirmer avec insistance que le seul moyen d'être approvisionné en carburants, de réduire fortement le nombre de personnes privées d'accès à l'énergie et de contenir les changements climatiques est de recourir encore plus aux mécanismes du marché qui permettent l'entreprise privée, la compétition et le libre échange. Les gouvernements et des organes exécutifs comme la Commission européenne qui affirme que la compétition



Crédit : Friends of the Earth

Action internationale le 1er mars 2011 pour demander à la Banque mondiale d'arrêter de financer les énergies fossiles et notamment le charbon.

brisera les monopoles, continuent de soutenir ce système. Mais le résultat le plus probable sera une augmentation de l'insécurité.

Les politiques publiques de dérèglementation n'ont pas bénéficié aux consommateurs : la perte du contrôle de l'Etat sur les prix de l'énergie a provoqué la pauvreté énergétique. Cette situation a encore été aggravée par la récession économique, qui a vu les gouvernements réduire les fonds sociaux d'aide d'accès à l'énergie. Dans une économie de marché compétitive, les compagnies n'ont aucun intérêt à servir les clients les plus pauvres qui ne contribuent pas à leurs profits. Malgré cela, la Commission européenne reste concentrée sur la création d'un marché intérieur de l'énergie d'ici 2014. Afin de garantir l'énergie et de combattre les changements climatiques, d'énormes investissements seront nécessaires. Pour les partisans du marché, on ne peut encourager ces investissements qu'en lançant sur les marchés de gros (entre les producteurs et les compagnies de distribution), des signaux en matière de prix qui reflètent l'offre et la demande. De tels marchés nécessitent de nouvelles infrastructures physiques, mais l'impossibilité de prédire de futurs changements dans la politique énergétique ou la nature des avancées technologiques, rend les investissements très risqués. La concurrence aussi fait que les investissements sont beaucoup plus hasardeux, à cause de la totale instabilité des cours sur le marché, qui rend très difficile la mise en œuvre de plans pluriannuels d'investissement. En fait, pour éviter de s'exposer, de nombreux producteurs évitent de vendre sur les marchés de gros, chaque fois que possible, ce qui signifie que les signaux-prix ne sont pas fiables.

Il avait été promis qu'en mettant fin aux monopoles d'Etat et privés et qu'en favorisant la concurrence, on attirerait les investissements. Pourtant, c'est exactement l'inverse qui s'est produit. La solution, selon les partisans du marché, est bien sûr de continuer à renforcer et améliorer les mécanismes du marché. Et ainsi, que les compagnies du secteur privé donnent la priorité à la sécurisation des profits des actionnaires. La réussite sur les marchés financiers devient plus importante que la production matérielle et est largement obtenue par la spéculation : les profits sont réalisés, en jouant sur la différence des prix, suivant l'heure et le lieu. Les possibilités de faire des profits à court-terme grâce à des produits dérivés (les « marchés à termes », « swaps », « options » et autres contrats se basent sur les ventes de pétrole et la fourniture d'énergie dans le futur) ont rendu la perspective de spéculer encore plus attractive. Les investisseurs,

tout comme les compagnies, espèrent en spéculant financièrement engendrer des profits plus importants qu'en finançant la production. L'argent qui sert à spéculer sur les marchés et à rémunérer les actionnaires est de l'argent détourné de la recherche et du développement, de la production et des salaires des employés. Cela se traduit souvent par des pertes d'emplois et une réduction des coûts d'exploitation qui compromet la sécurité et provoque accidents et ruptures d'approvisionnement. Mais il ne s'agit pas que d'argent détourné de la production matérielle. Spéculer sur les marchés financiers est un jeu qui peut coûter très cher. La manipulation des marchés et des actes purement délictueux sont fréquemment utilisés pour accroître les profits sur les marchés financiers. L'exemple le plus connu est la multinationale états-unienne de l'énergie, Enron, qui commit de nombreuses fraudes dans sa comptabilité, manipula les marchés et provoqua des « pénuries » en retenant son électricité, tout en usant de bien d'autres stratagèmes destinés à engendrer des profits. L'effondrement d'Enron fut spectaculaire, mais ses pratiques commerciales se poursuivent ailleurs.

L'instabilité des prix qu'a provoquée la suppression de leur réglementation par les Etats, a en plus favorisé le développement de toute une série d'instruments financiers, tels que les marchés à terme et les options, pour se couvrir (« hedge ») contre les fluctuations des prix. Ce système a un besoin fondamental de spéculation, de contrats à terme, de swaps et d'autres types de produits dérivés qui, tous, font des profits sur les différences de prix, c'est-à-dire que les transactions de produits dérivés non seulement contribuent à l'instabilité du marché, mais en dépendent. Le premier marché de contrats à terme et d'options pour le pétrole fut ouvert en 1983 à New York et rapidement suivi par d'autres dans le monde. Sur de tels marchés, le pétrole n'est plus considéré comme une matière première physique, mais comme un actif financier devant être utilisé comme protection contre la chute du dollar ou le conflit du Moyen-Orient. Les compagnies pétrolières et les acteurs du marché qui achetaient du pétrole sur le marché à terme comme protection contre l'inflation réalisèrent très vite qu'ils pouvaient former des alliances très profitables. Le nombre même d'échanges spéculatifs sur le marché à terme du pétrole fait que son prix est à la fois de plus en plus instable et de plus en plus détaché de la réalité de l'offre et de la demande.

Cette transformation du pétrole, de matière première physique en actif financier, non seulement ne permet pas d'offrir une énergie meilleur marché, mais de plus empêche de pérenniser les investissements dans des formes moins chères d'énergie. En revanche, de l'argent est dirigé vers des pétroles « non conventionnels », beaucoup plus coûteux. En effet, si les profits augmentent avec la spéculation, la valeur d'une compagnie sur le marché est calculée d'après son volume de production. Les compagnies recherchent donc sans cesse à augmenter dans leur comptabilité, le volume des réserves et des gisements de pétrole exploitables économiquement dont elles tireront le pétrole dans le futur. Mais ces réserves devraient être considérées comme des actifs immobilisés, ce qui pousserait les investisseurs à placer leur argent ailleurs. Vu leur réticence à le faire, tout laisse à penser que le marché est le moyen le plus inefficace pour encourager et financer la transition des énergies fossiles vers des formes de production, distribution et consommation d'énergie durables.

Les investissements dans les systèmes énergétiques sont régis par la logique de la financiarisation et le besoin des investisseurs de faire des « profits supérieurs au marché ». Le financement provient essentiellement de deux sources : emprunts et émission d'actions. De nos jours, ces transactions sont fréquemment menées par des fonds de capital-investissement, dont le seul but, cela va sans dire, est de faire des profits. Les investissements actuels dans les systèmes énergétiques ne sont pas fiables et ne visent pas à limiter ou prévenir les changements climatiques, car les spéculateurs préfèrent dépenser leur argent dans des instruments financiers toujours plus risqués, pour des profits immédiats. Lorsque les choses tournent mal, les programmes financés par l'Etat – et qui pourraient encourager la transition pour sortir des énergies fossiles – ont été à maintes reprises rognés afin que le contribuable paye les renflouages. Malgré cela, les gouvernements continuent de trouver des moyens pour développer la financiarisation actuelle des marchés de l'énergie, en créant de nouveaux marchés, comme ceux du carbone et des services rendus par les écosystèmes. Peu importe que cela puisse aggraver les changements climatiques.

Les mécanismes actuels du marché ne sont pas capables de mettre en évidence les impacts négatifs des différentes formes de production d'énergie. Théoriquement, les marchés du carbone sont supposés encourager les

producteurs et fournisseurs d'énergie à réduire leurs émissions, en attribuant un prix au carbone et des droits d'émission qui peuvent être échangés. Mais ces droits n'ont aucun fondement solide et ont été accordés aux pollueurs du secteur privé qui les ont tout simplement utilisés comme un nouvel actif financier qui peut être échangé entre producteurs, ce qui leur permet de contourner les niveaux maximum admissibles fixés par le système de « plafonnement et échange » (cap and trade). Les choses ont encore empiré avec la création des crédits de compensation qui peuvent être achetés à des projets ne faisant pas partie des systèmes de « plafonnement et échange », ce qui permet une fois encore aux pollueurs de dépasser les plafonds fixés, en payant pour que quelqu'un d'autre, quelque part ailleurs, réduise ses émissions. Mais il ne s'agit pas de réelles compensations, car elles s'appuient sur des calculs hypothétiques de ce qui pourrait arriver à l'avenir si un projet donné n'avait pas été mis en place. Les scénarios dits de base qui sont projetés pour étayer ces calculs ne peuvent tout simplement pas être vérifiés. En outre, le marché carbone est, tout comme le marché pétrolier, de plus en plus l'objet de spéculation. Les échanges de produits dérivés carbone dépassent maintenant les simples transactions de permis et de crédits. Le carbone, comme le pétrole, est devenu un actif financier assujéti aux mécanismes du marché, ce qui n'aide en rien à sortir de notre dépendance aux énergies fossiles. En réalité, le marché carbone empêche de soutenir des initiatives plus efficaces en faveur de la protection du climat.

« En réalité, le marché carbone empêche de soutenir des initiatives plus efficace en faveur de la protection du climat. »

Une cause d'inquiétude encore plus importante est la nécessité de transformer le carbone en une matière première qui a une équivalence sur tous les marchés. Ce système qui traite de la même façon, une tonne de carbone émise ou économisée n'importe où sur la planète, qui considère le carbone uniquement comme une molécule, ne tient aucun compte de la façon dont les émissions de carbone sont réduites, ni des effets à long terme d'une technologie particulière ou d'une source d'énergie, ni de la manière dont celles-ci peuvent ralentir ou accélérer les changements climatiques. Cette approche globale des émissions de carbone n'incite pas non plus à trouver des moyens de conserver les combustibles fossiles dans le sous-sol. En fait, c'est exactement

l'inverse qui se produit : elle encourage à retarder toute action, ce qui est peut-être l'intention sous-jacente à ce système, au moins en ce qui concerne les gouvernements et le secteur privé. En outre, les projets de compensation non seulement encouragent l'utilisation de combustibles fossiles, mais ils ont aussi créé une nouvelle source d'accumulation et de profits. On a assisté à une avalanche de créations et d'investissements dans des projets censés permettre d'« éviter » les émissions, phénomène qui a engendré un marché porteur de la « déforestation évitée » de plusieurs millions de dollars. Ce marché a poussé à l'accaparement des terres en Afrique, en Asie et dans les Amériques du Sud et centrale. Comme pour le marché complexe des produits dérivés pétroliers, les opérations sur le marché du carbone n'apportent pas les progrès sociaux et écologiques qu'elles étaient censées apporter. Les nations et les multinationales actives dans les marchés du carbone trouvent plus profitable de jouer avec le système, en ralentissant aujourd'hui les réductions d'émissions, afin de bénéficier des émissions futures qui pourront être évitées lucrativement.

Les marchés et l'Etat sont souvent présentés comme antagonistes, alors qu'en réalité, ils sont interdépendants. Une élite constituée d'une poignée d'acteurs puissants est chez elle dans ces deux mondes qui se financent et se soutiennent mutuellement. Les marchés du carbone par exemple, sont un projet commun entre un état néo-libéral et les élites du marché, tandis que les fonds de capital-investissement privés ont besoin en premier lieu de l'action de l'état pour pouvoir investir dans le développement des infrastructures énergétiques. De manière générale, les pays font la course pour introduire des législations qui attireront les investissements dans l'énergie. Alors que les intérêts de l'Etat et du commerce s'entremêlent toujours plus, les intérêts des consommateurs et de l'environnement sont, eux, d'autant plus délaissés. Dans une société industrielle, motivée par le profit, c'est le producteur qui a le pouvoir. La politique énergétique est actuellement dans les mains d'une ploutocratie. Pour reprendre le contrôle démocratique sur les décisions traitant de l'énergie, il est nécessaire que la qualité de la vie et la gestion des climats redeviennent des priorités dans le plan d'action de chacun pour un avenir durable et juste.

Le problème de la « Sécurité »

Le fonctionnement « normal » quotidien du système industriel basé sur les énergies fossiles, est souvent accompagné de violences et est fermement ancré dans le « tout sécurisation ». Le concept de « sécurité » est aussi ambigu que celui d'« énergie » et, comme pour l'énergie, ses interprétations différentes, voire opposées, peuvent être classées en sécurité avec minuscule ou avec majuscule. La sécurité avec une minuscule fait référence au droit de chacun de vivre en sécurité et de satisfaire ses besoins fondamentaux. La Sécurité avec une majuscule fait référence à la volonté de l'élite dirigeante de maintenir son pouvoir et son contrôle sur les sources d'énergie et les profits qu'elle en tire. Ces deux sécurités rentrent inévitablement en conflit. A l'image du concept d'énergie, on est passé du terme courant avec minuscule, à la prédominance du terme abstrait avec majuscule. Ce changement est allé de pair avec un mouvement d'attaques contre les biens d'usage commun et de privatisations des terres, découlant du productivisme de la Révolution industrielle. La Sécurité est devenue un problème de sécurisation des moyens d'augmenter et de gagner toujours plus de profits à partir de la production. Dans le monde moderne, cela se traduit par la création de possibilités d'investir en toute sécurité et par la sécurisation des itinéraires d'approvisionnement. C'est un monde dans lequel la Sécurité est devenue une marchandise, qui plus est fréquemment associée au « marché militarisé » et aux usines d'armement. En alimentant constamment les craintes de menaces de guerres, l'industrie de l'armement est devenue une des principales industries mondiales.

La militarisation est inextricablement liée à l'industrie pétrolière. Dans ce cercle vicieux de conflits et d'appât du gain, souvent appelé la coalition des armodollars et des pétrodollars, les producteurs de pétrole se servent de l'argent qu'ils tirent de ce dernier, pour acheter des armes afin de garantir un environnement sécurisé où ils peuvent protéger leurs moyens de production. Un environnement sécurisé étant bien entendu un environnement où la croissance économique peut avoir lieu. L'argent du pétrole est aussi lié aux processus de financiarisation dans ce qu'on appelle la coalition des pétrodollars et des bancodollars. Non seulement l'argent sert à alimenter les marchés, les *hedge funds* et les mouvements spéculatifs de capitaux, mais il est aussi utilisé pour accorder des crédits à des gouvernements du Sud avec des taux d'intérêts

irréalistes pour les remboursements. Cela permet à des compagnies privées étrangères de prendre le contrôle dans ces pays et de mettre en place des systèmes commerciaux et législatifs qui servent leurs propres intérêts économiques. Alors que l'énergie, l'eau, l'assainissement, l'alimentation et la santé sont de plus en plus rationnés par le marché, la pauvreté et les inégalités sociales s'aggravent. Cette violence structurelle tue bien plus que n'importe quelle guerre. En outre, une nouvelle vague d'accords de libre échange a eu lieu, accords qui protègent les compagnies privées qui ainsi, ne peuvent plus être tenues responsables d'aucun dommage ni préjudice que leurs activités pourraient provoquer.

« Un environnement sécurisé est bien entendu un environnement où la croissance économique peut avoir lieu. »

Cette même tendance à marchandiser la sécurité n'a jamais été aussi évidente qu'au sein des systèmes de sécurité et de l'appareil répressif de l'Etat. On a assisté à une mécanisation accrue, à la fois des armes, mais aussi du corps humain en tant qu'unité de combat. Il s'agit essentiellement de rendre les ouvriers de la « Sécurité » plus productifs, en d'autres termes plus rentables. La Sécurité est vraiment considérée comme indispensable pour l'entreprise capitaliste, et dans cette optique, les « menaces contre la Sécurité » doivent être constamment identifiées afin de renforcer les besoins de plus de Sécurité et justifier de nouveaux investissements. Toute l'entreprise économique au sein du système industriel des combustibles fossiles dépend du renforcement et de la propagation d'un sentiment de peur et d'insécurité. Le droit de vivre de nombreux individus y est non seulement ignoré, mais dans de nombreux cas systématiquement violé. La violence ne se déchaîne pas seulement contre les droits du simple citoyen, mais aussi contre l'environnement avec la pollution excessive et les dégâts écologiques que causent les énergies fossiles, ce qui en retour menace la survie de l'Humanité. En plus des questions d'expropriation et de pollution, la Sécurité Énergétique actuelle, vu qu'elle accroît les disparités entre la minorité riche et corrompue et les masses appauvries, crée des sociétés qui sont instables, non démocratiques, exposées aux troubles sociaux, aux émeutes et aux guerres civiles. Rien d'étonnant à tout cela, puisque le souci de la Sécurité Énergétique a toujours été de maintenir un système industriel orienté vers le profit, et non vers la subsistance et la redistribution pour tous.

Paradoxalement, la Sécurité Énergétique, à cause même de la violence qui est inhérente à ce concept et des différentes formes d'opposition qu'elle provoque, crée un monde qui par essence, n'est pas sûr. Il en va de même pour le contrôle de plus en plus centralisé qui régit les systèmes énergétiques. L'inter-connectivité du réseau, censée réduire les risques, le rend en réalité plus vulnérable aux accidents, au sabotage et donc moins fiable. En fait, il est plus que paradoxal que l'argent dépensé pour la Sécurité, ne renforce la sécurité de rien ni personne, bien au contraire. Pourtant, comme dans le cas de l'énergie, le problème est abordé dans un cadre productiviste, et les solutions recherchées le sont uniquement par l'intermédiaire de stratégies axées sur le marché et qui impliquent la création du « besoin » de plus de sécurité. Dans un mouvement sans fin, la production est présentée comme son propre remède, et l'échec comme renforçant les chances de succès. Un nouveau cercle vicieux se forme : la Sécurité entraîne l'insécurité qui alimente la demande pour plus de Sécurité. En définitive, il s'agit essentiellement de trouver une justification pour reverser de l'argent dans le système énergétique. De l'argent qui va servir à faire de l'argent ; l'énergie devient un moyen et non plus une fin. Le raisonnement et la logique derrière l'obligation de « sécurité » accrue sont de plus en plus obscurs : sécurité par rapport à quoi et pourquoi ? Le mot Sécurité est devenu un instrument, un concept si ambigu qu'il peut être manipulé à des fins politiques et financières, et doit, en tant que tel, être redéfini ou éliminé par une nouvelle organisation de la politique.

Ainsi, lorsque les deux mots sont mis ensemble pour créer le concept moderne de Sécurité Énergétique, la phrase devient encore plus dangereusement ambiguë, ambiguïté qui résulte de manœuvres complexes et intentionnelles. Cela fait partie du mythe cartésien d'opposer la Nature et la Société, mythe qu'accompagne la fétichisation du pétrole et des autres énergies fossiles, ce qui les détache de leur contexte socio-politique. Selon ce mythe, la croissance pour la croissance est un élément incontournable de l'évolution des humains qui se battent sans relâche contre les pénuries des ressources naturelles. Dans cette opposition, les influences et les désirs humains sont séparés du processus d'accumulation, ce qui fait apparaître les pénuries qui en résultent comme inévitables, alors qu'elles ne le sont pas. Ce mythe perpétue l'idée selon laquelle le seul moyen de réduire les pénuries est d'augmenter la production, au lieu de reconnaître le rôle qu'une production sans limite joue dans l'accroissement



Crédit : Elaine Gilligan

Enfants devant une torchère de gaz au delta du Niger

des pénuries. L'impérieuse nécessité de produire et d'accumuler est inhérente au genre humain et c'est notre destin, en tout cas, c'est que l'on nous demande de croire. Le caractère infondé de ces mythes provoque un système de cercles vicieux qui s'entremêlent : l'énergie exige plus d'énergie, la sécurité plus de sécurité, et la violence qui découle de la poursuite de ces deux objectifs ne fait qu'engendrer encore plus de violence.

Tous ces mythes qui s'auto-génèrent et s'auto-perpétuent, soutenus par les riches et les puissants, cachent la réalité : en accumulant des combustibles fossiles, on ne cherche pas à résoudre un problème de prix ou d'offre et de demande, mais bien à accroître le pouvoir politique et à multiplier les opportunités de profits. Les énergies fossiles ont été fétichisées, et leur valeur réelle ne dépend pas du capital physique lui-même, mais bien de la valeur virtuelle, impalpable et instable qu'elles détiennent sur le marché et du rôle qu'elles peuvent ainsi jouer en alimentant l'économie capitaliste mondiale. Si opposition il y a, elle n'est pas entre Nature et Société, mais bien entre les droits des biens d'usage commun et les multinationales dont le contrôle et l'exploitation des ressources d'énergie dépend du maintien d'une menace éternelle et omniprésente de pénurie.

Contester la « Sécurité Energétique »

Le temps est venu de discuter et débattre publiquement afin de corriger l'imprécision politiquement fatale de ces concepts purement physiques d'« énergie ». Cette discussion se concentrera en revanche sur l'examen des objectifs de la société, à l'aune des changements climatiques, de la résistance contre le développement de l'extraction des énergies fossiles, et des différents contextes, caractéristiques et importances relatives des diverses sources d'énergie. L'énorme appareil militaire et répressif qui s'oppose actuellement aux discours qui mettent en cause la « Sécurité Energétique » doit être démantelé de toute urgence, alors qu'en parallèle, des plans doivent être conçus pour une transition qui nous fasse sortir des énergies fossiles. Nous pouvons y parvenir avec l'aide des centaines de collectifs humains, de mouvements sociaux, de militants et de penseurs qui travaillent déjà sur les façons de mettre en place des moyens démocratiques et écologiques pour produire et fournir l'énergie, et qui affichent comme priorités dans ce débat public, la sécurité et la survie de tous.



Crédit : Friends of the Earth

Manifestation des Young Friends of the Earth Europe des Amis de la Terre International à Copenhague (Danemark) en 2009, pour demander la justice climatique et dénoncer la compensation carbone et REDD.

Les Amis de la Terre

La fédération des Amis de la Terre est une association de protection de l'Homme et de l'environnement, à but non lucratif, indépendante de tout pouvoir politique, économique ou religieux. Créée en 1970, elle a contribué à la fondation du mouvement écologiste français et à la formation du premier réseau écologiste mondial - Les Amis de la Terre International. En France, les Amis de la Terre forment un réseau d'une trentaine de groupes locaux autonomes, qui agissent selon leurs priorités locales et relaient les campagnes nationales et internationales sur la base d'un engagement commun en faveur de la justice sociale et environnementale.

Synthèse : Sylvain Angerand - Traduction : Christian Berdot, Rebecca Pilbeam

Communication et relations presse : Caroline Prak 09 72 43 92 65 - 06 86 41 53 43.

Mise en page : Capucine Simon

Mars 2014 - Les Amis de la Terre France.

Impression sur papier recyclé Offset cyclus 90g/m² avec encres végétales * Stipa 01 48 18 20 50.



Ce document est publié avec le soutien financier de la Commission européenne. Il relève de la seule responsabilité des Amis de la Terre France et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'Union Européenne.